

Vu la convention de location, jointe à la présente convention, en date du..... conclue entre le propriétaire et le gestionnaire ;

[Le cas échéant] Vu la description du programme et des travaux prévus annexée à la présente convention (annexe I) ;

[Le cas échéant] Vu l'échéancier du programme des travaux joint à la présente convention, Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties prévus par les articles R. 353-154 à R. 353-165 du code de la construction et de l'habitation, pour le logement-foyer de [nom et adresse de l'établissement] dont le programme est annexé à la présente convention.

La signature de la présente convention conditionne pendant sa durée l'ouverture du droit à l'aide personnalisée au logement (APL) dans les conditions définies au livre VIII du code de la construction et de l'habitation et de ses textes d'application.

Si la présente convention est signée par un établissement public de coopération intercommunale ou un département signataire d'une convention mentionnée aux articles L. 301-5-1 et L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le président du conseil général adresse au préfet une copie de la convention ouvrant droit à l'APL.

Les personnes accueillies dans la résidence sociale sont dénommées résidents et entrent dans le champ d'application des articles L. 633-1 à L. 633-5 du code de la construction et de l'habitation.

L'agrément prévu à l'article R. 353-156 du code de la construction et de l'habitation a été délivré par le préfet du département de cote d'Or en date du 17 juillet 2018

Article 2

Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature.

Elle est conclue pour une durée de 50 ans dans les limites fixées aux articles R. 353-159 et R. 353-160 du code de la construction et de l'habitation

Elle expire le 31 décembre 2070

A défaut de dénonciation expresse notifiée au moins six mois avant cette date, la convention est renouvelée par tacite reconduction par périodes triennales prenant effet à compter de sa date d'expiration.

Aucune dénonciation décidée par le propriétaire et, s'il y a lieu et d'un commun accord, par le propriétaire et le gestionnaire ne peut prendre effet avant la date d'expiration de la convention. La résiliation doit être notifiée au moins six mois avant cette date par acte notarié ou par acte d'huissier de justice et notifiée au préfet ou, lorsqu'un établissement



FL AW

public de coopération intercommunale ou un département a signé une convention mentionnée aux articles L. 301-5-1 et L. 301-5-2, au président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil général.

Le remboursement, anticipé ou non, d'un des prêts utilisés pour financer l'opération, d'une subvention ou le reversement du complément d'impôt en application de l'article 284 du code général des impôts sont sans effet sur la durée de la convention.

Pendant la durée prévue de la convention, le préfet est tenu informé des modifications apportées à la convention de location conclue entre le propriétaire et le gestionnaire du logement-foyer.

Ces modifications ne peuvent conduire à remettre en cause les engagements pris dans la présente convention.

Article 3

Obligations respectives du propriétaire et du bailleur relatives à la maintenance et à l'entretien des locaux loués

Les locaux doivent être maintenus en bon état de fonctionnement au moyen d'une politique de provision pour le financement de travaux d'entretien et de grosses réparations.

Si le propriétaire et le gestionnaire sont deux organismes distincts, les obligations respectives du propriétaire et du gestionnaire relatives à la maintenance et à l'entretien des locaux sont celles définies dans la convention de location.

Dans le cas où le propriétaire est gestionnaire direct, le propriétaire est tenu, en application des articles 606, 1719, 1720 et 1721 du code civil, de maintenir les locaux en bon état d'habitation et de faire exécuter les réparations nécessaires qui sont à sa charge. Pour permettre le contrôle de l'exécution des obligations définies ci-dessus, le propriétaire s'engage avec le gestionnaire à tenir un carnet d'entretien et de grosses réparations annuel dans lequel seront consignés tous les renseignements sur les interventions d'entretien, de réparation ou d'amélioration faites ou à faire par l'un ou l'autre sur l'immeuble.

Article 4

Conditions d'attribution et d'occupation permanente de la résidence sociale

Le gestionnaire s'engage à réserver la résidence sociale aux personnes seules ou en ménage dans l'établissement suivant :

[Cocher la case prévue selon le type d'établissement retenu] :

Résidence sociale ordinaire [accueil de jeunes travailleurs ; de travailleurs migrants ; de personnes éprouvant des difficultés sociale et économique particulières au sens de l'article 1er de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ainsi que les étudiants en situation de rupture sociale et familiale qui peuvent, à titre exceptionnel, avoir accès à un nombre de places très minoritaires].

Pension de famille [accueil sans condition de durée de personnes dont la situation sociale et psychologique ne permet pas leur accès à un logement ordinaire].

Résidence accueil [pension de famille pour personnes présentant un handicap psychique].

La part des locaux à usage privatif réservés par le préfet est fixée à... p. 100 du total des locaux à usage privatif de la résidence sociale. Ce pourcentage doit tenir compte des besoins recensés par le plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées. Dans ce cadre, le préfet propose au gestionnaire des candidats pour ces logements.

 FR AA

Pour répondre à ces obligations, le gestionnaire s'engage à signaler les logements devenus vacants aux services préfectoraux et, le cas échéant, aux délégataires des droits à réservation du préfet en application de l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation. Dans ce cadre, le préfet propose au gestionnaire des candidats dont les caractéristiques correspondent à celles des publics définis dans le projet social. Les modalités de gestion de ces réservations sont les suivantes :

Les modalités de choix des personnes accueillies sont les suivantes :

Le gestionnaire s'engage à ce qu'au moins 75 % des ménages entrant dans les lieux disposent de ressources annuelles n'excédant pas les plafonds applicables pour l'attribution des logements financés dans les conditions du II de l'article D. 331-1 du code de la construction et de l'habitation.

L'annexe II précise ces engagements ainsi que l'ensemble des actions menées au bénéfice des résidents.

Article 5

Contrat d'occupation entre le résident et le gestionnaire

Le gestionnaire s'engage à proposer aux résidents dans les lieux à la date d'entrée en vigueur de la convention ainsi qu'à tout nouvel entrant dans l'établissement un contrat d'occupation cosigné par lui et le résident, établi par écrit en application de l'article L. 633-2 du présent code et conformément aux stipulations de la convention ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement. Un règlement intérieur, paraphé par ces mêmes personnes, lui est annexé.

Ce contrat ne peut être accessoire à un contrat de travail.

En cas de changement de gestionnaire, de résiliation ou de dénonciation de ladite convention, le contrat est opposable de plein droit à tout nouveau gestionnaire.

Ce contrat est conclu pour une durée d'un mois renouvelable par tacite reconduction à la seule volonté du résident ou, à défaut, de son représentant légal, pour des périodes de même durée.

Il précise notamment, en application de l'article L. 633-2 du code de la construction et de l'habitation :

- sa date de prise d'effet et sa durée ;
- la désignation des locaux et, le cas échéant, des meubles et des équipements à usage privatif dont la personne logée a la jouissance ainsi que les espaces collectifs mis à sa disposition ;
- le montant de la redevance et des prestations telles que définies aux articles 12 et 13 de la présente convention, leurs modalités de calcul et de révision ;
- le cas échéant, le montant du dépôt de garantie tel que défini à l'article 8 de la présente convention ;
- le rappel des conditions spécifiques d'admission de la résidence sociale prévues à l'article 4 de la présente convention et du projet social annexé à la présente convention ;
- les obligations prévues à l'article 1728 du code civil (les locaux loués à usage privatif sont considérés comme le domicile du résident) ;

 FR RA

- ses modalités et conditions de résiliation telles que définies à l'article 6 de la présente convention ;
- les obligations réciproques en cas d'absence prolongée.

La signature du contrat par la ou les personnes cocontractantes logées vaut acceptation par le résident du règlement intérieur de l'établissement. Le règlement intérieur est annexé au contrat et paraphé par ces mêmes personnes.

Le résident déjà dans les lieux ou son représentant légal dispose d'un délai d'un mois à compter de la présentation du contrat pour l'accepter ; au terme de ce délai, les dispositions de la présente convention s'appliquent de plein droit, sous réserve des contrats en cours et des dispositions prévues à l'article L. 353-8 du code de la construction et de l'habitation.

Au cours de chaque période mensuelle, le résident ou son représentant légal peut mettre fin à tout moment à son contrat sous réserve d'un préavis d'un mois donné par écrit, par dérogation à l'article R. 633-3 du code précité. Toutefois, en cas d'obtention d'un emploi, de mutation, de perte d'emploi ou d'offre d'accès à un logement, ce délai est ramené à huit jours sous réserve de production de justificatifs.

Article 6

Résiliation du contrat entre le résident et le gestionnaire

La résiliation du contrat par le gestionnaire ou le propriétaire ne peut intervenir que dans les cas suivants :

-inexécution par le résident de l'une des obligations lui incombant au regard du contrat d'occupation ou manquement grave ou répété au règlement intérieur. La résiliation du contrat ne prend effet qu'un mois après la date de notification par lettre recommandée avec avis de réception.

Lorsque la résiliation est motivée par un impayé de redevance, le délai de préavis ne débute que lorsque trois termes mensuels consécutifs, tel que prévu à l'article R. 633-3 du code de la construction et de l'habitation, du montant total à acquitter sont totalement impayés ou bien lorsqu'une somme au moins égale à deux fois le montant mensuel du montant à acquitter pour le logement et les charges est due au gestionnaire. Les dispositions des articles 1342-4 alinéa 1er et 1343-5 s'appliquent. Les effets de la clause résolutoire sont suspendus en cas de délai accordé par le juge judiciaire ;

-le résident cesse de remplir les conditions d'admission mentionnées à l'article 4. Le gestionnaire doit alors informer individuellement le résident concerné par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de trois mois francs ; à l'issue de ce délai, le contrat est résilié de plein droit lorsqu'une proposition de relogement correspondant aux besoins et aux possibilités du résident lui a été faite ; cette résiliation ne prend effet qu'un mois après la date de notification de la proposition de relogement par lettre recommandée avec avis de réception ;

-cessation totale de l'activité de l'établissement. Le gestionnaire ou, le cas échéant, le propriétaire, propose une solution de relogement correspondant aux besoins et aux capacités des résidents qui doivent être prévenus par lettre recommandée avec avis de réception au moins trois mois auparavant ; les conditions d'offre de ces relogements seront déterminées en accord avec le préfet ou son représentant.

Handwritten signatures in black ink, including a large stylized signature and the initials 'FK RM'.

En cas d'inoccupation temporaire de son logement du fait de son état de santé justifié par certificat médical, aucune résiliation pour ce motif ne peut intervenir.

Article 7

Dispositions spécifiques en cas d'impayés pour un bénéficiaire de l'aide personnalisée au logement (APL)

En application de l'article R. 824-31 du code de la construction et de l'habitation, lorsque le bénéficiaire ne règle pas la part de dépense de logement restant à sa charge, son cas est soumis à l'organisme mentionné à l'article L. 824-2 du code de la construction et de l'habitation et, le cas échéant, à la commission spécialisée de coordination des actions de prévention des expulsions locatives par le gestionnaire percevant l'APL pour son compte. Le gestionnaire s'engage à poursuivre par tous les moyens le recouvrement de sa créance, dès lors qu'un impayé est constitué au sens de l'article R. 824-31 cité ci-dessus, en lui notifiant, par lettre recommandée avec accusé de réception, le montant de cette créance ainsi que les conditions de résiliation du contrat d'occupation et le risque de suspension du versement de l'APL ; cette suspension ne peut intervenir que sur décision de l'organisme mentionné à l'article L. 824-2 du code de la construction et de l'habitation et après avis de la commission spécialisée de coordination précitée.

Article 8

Dépôt de garantie

Le gestionnaire peut demander au résident un dépôt de garantie qui ne peut être supérieur à un mois de la redevance. Au départ du résident, il est restitué dans un délai maximum de quinze jours à compter de la remise des clefs, déduction faite, le cas échéant, des sommes dues au gestionnaire sous réserve qu'elles soient dûment justifiées. Le montant du dépôt de garantie ne porte pas intérêt au bénéfice du résident. Il ne doit faire l'objet d'aucune révision. A défaut de restitution dans le délai prévu, le solde du dépôt de garantie restant dû au résident, après arrêté des comptes, produit intérêt au taux légal au profit du résident.

En aucun cas, il ne peut être demandé une avance sur le paiement des redevances ou des prestations.

Article 9

Information des résidents

Le gestionnaire doit tenir à disposition des résidents toute information sur les prestations de logement ou annexes au logement, ou sur les conditions financières de leur accueil dans le logement-foyer.

La présente convention est tenue à la disposition permanente des résidents du logement-foyer et accessible à tout moment. Cette information est affichée de façon très apparente, dans les parties communes du logement-foyer dès la signature de la convention.

Le gestionnaire s'engage à tenir à la disposition des résidents ou des entrants les notices d'information relatives à l'APL.

GP FR AA

Article 10

Maxima applicables à la part de la redevance assimilable au loyer et aux charges locatives récupérables

La part de la redevance mensuelle prise en compte pour le calcul de l'aide personnalisée au logement, assimilable au loyer et aux charges locatives récupérables, acquittée par le résident, hors dépenses liées aux prestations définies à l'article 12 ne doit pas excéder un maximum qui est fixé en euros par type de logement et dont le montant est inscrit dans le tableau du III de l'annexe à la présente convention.

Ce maximum applicable à la part de la redevance assimilable au loyer et aux charges locatives récupérables est révisé, en application de l'article L. 353-9-2 du code de la construction et de l'habitation, au 1er janvier de chaque année en fonction de l'indice de référence des loyers (IRL) prévu au I de l'article 17-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée. La date de l'IRL prise en compte pour cette révision est celle du deuxième trimestre de l'année précédente.

La redevance pratiquée peut, dans la limite de la redevance maximum et de l'IRL, être réactualisée au 1er janvier de chaque année, dans les conditions prévues à l'article L. 353-9-3 du code de la construction et de l'habitation.

Le gestionnaire peut, en outre, être autorisé à augmenter cette redevance au-delà de l'IRL, dans la limite de la redevance maximale et dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 353-9-3 du code de la construction et de l'habitation.

Article 11

Composition de la part de redevance assimilable au loyer et aux charges locatives et seule prise en compte pour le calcul de l'aide personnalisée au logement

La part de redevance assimilable au loyer et aux charges locatives et seule prise en compte pour le calcul de l'aide personnalisée au logement est calculée sur la base de deux éléments, dont l'un est équivalent au loyer, et l'autre équivalent aux charges locatives récupérables.

I.-En ce qui concerne l'équivalence du loyer, la participation du résident aux charges financières annuelles afférentes à l'immeuble recouvre :

a) Le remboursement :

- des charges afférentes à l'ensemble des dépenses effectuées pour la construction, l'amélioration ou l'acquisition-amélioration du logement-foyer ;
- des frais généraux du propriétaire ;
- des charges de renouvellement des composants immobilisés ;
- du montant de la prime d'assurance de l'immeuble ;
- de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

b) Les frais de fonctionnement relatifs au foyer, à savoir :

- les frais de siège du gestionnaire ;
- les frais fixes de personnel administratif ;
- toutes dépenses de menu entretien au sens des articles 1754 et 1755 du code civil ;
- les charges de gros entretien et frais de personnel et fournitures afférents à ces travaux.

II.-L'élément équivalent aux charges locatives récupérables, sommes accessoires au loyer principal, et pris en compte forfaitairement, est exigible en contrepartie des charges dont

UP FR AM

la liste est énumérée par le décret n° 87-713 du 26 août 1987 pris en application de l'article 18 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière et fixant la liste des charges récupérables modifié.

Lorsque les logements sont équipés de compteur individuel, eau chaude et eau froide, dont les consommations sont relevables de l'extérieur, les consommations d'eau peuvent n'être prises en charge forfaitairement au titre de l'élément équivalent aux charges locatives récupérables qu'à hauteur de 165 litres par jour et par personne. Au-delà de ce maximum, les consommations réelles supplémentaires sont facturées au résident au titre des prestations par facturation séparée, au prix pratiqué par le fournisseur.

Ces modalités de facturation d'eau, pour être applicables, font l'objet d'une inscription au règlement intérieur de l'établissement et dans le contrat d'occupation.

Lorsque ces modalités de facturation des consommations d'eau sont mises en application, la participation aux charges supplémentaires mentionnée à l'article R. 633-9 ne peut être demandée au résident au titre de cette consommation.

Article 12 Prestations

En application des dispositions de l'article L. 112-1 du code de la consommation, les prix des différentes prestations offertes aux résidents doivent être affichés dans l'établissement.

Les prestations obligatoirement intégrées dans la redevance et non prises en compte pour le calcul de l'APL, et de ce fait non prises en compte au titre des charges récupérables, sont les suivantes :

- Entretien des parties communes
- utilisation des espaces collectifs
- amortissement du mobilier et équipement des logements

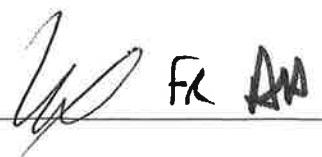
Les prestations facultatives à la demande du résident facturées séparément sont les suivantes :

- usage des machines à laver / sécher le linge

Article 13 Modalités de paiement de la redevance et des prestations

La redevance est payée mensuellement à terme échu. Le gestionnaire remet au résident un avis d'échéance faisant clairement apparaître le montant de la redevance, le montant de l'équivalence de loyer et de charges locatives récupérables pris en compte pour le calcul de l'APL ainsi que le montant de cette aide.

Article 14 Conditions d'exécution des travaux et relogement

Handwritten signature and initials, possibly 'FK' and 'AA', in the bottom right corner of the page.

En cas de réhabilitation ou d'amélioration, les travaux concernant la résidence sociale sont inscrits au programme dans l'annexe I à la présente convention. Ils font l'objet d'un programme de réalisation qui se poursuit par..... tranches annuelles pendant..... mois ou années dont l'échéancier est joint à la présente convention.

Ces travaux doivent conduire à mettre la résidence sociale en conformité totale avec les normes minimales d'habitabilité et les caractéristiques techniques définies par l'arrêté interministériel du 10 juin 1996, sous réserve des impératifs techniques tenant à la structure de l'immeuble et respecter les dispositions des articles R. 111-18-8, R. 111-18-9 et R. 111-19-8 du code de la construction et de l'habitation.

Le gestionnaire doit informer chaque occupant concerné par tout moyen d'information approprié, un mois au moins avant le début des travaux, de la nature du projet, de la nécessité éventuelle de relogements provisoires ou définitifs et des augmentations prévisionnelles de redevance et, le cas échéant, du montant des prestations.

Lorsque ces travaux nécessitent l'évacuation temporaire ou définitive des résidents, le gestionnaire doit trouver des solutions de relogement. Les modalités de ces relogements seront déterminées en accord avec le préfet ou son représentant. Elles devront, en tout état de cause, être équivalentes à leurs conditions de logement avant travaux. A l'achèvement des travaux, le résident peut demander à réintégrer préférentiellement l'établissement amélioré.

Un mois avant la date d'achèvement des travaux, le gestionnaire notifie, par lettre recommandée avec accusé de réception aux résidents dans les lieux ou ayant fait l'objet d'un relogement, le montant de la nouvelle redevance applicable de plein droit dès l'achèvement des travaux.

Tout programme de travaux de réhabilitation, d'aménagement ou de démolition doit être présenté pour avis au conseil de concertation. Les membres du conseil de concertation sont consultés pour avis préalablement à la réalisation des travaux.

Article 15

Suivi de l'exécution de la convention

Chaque année, au 15 novembre, le gestionnaire adresse au préfet ou, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale ou un département a signé la convention mentionnée aux articles L. 301-5-1 et L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, au président de l'établissement public de coopération intercommunale ou au conseil général, un bilan d'occupation et d'action sociales, le tableau des redevances pratiquées mentionné à l'article 11 ainsi que la liste et le prix des prestations prévues à l'article 12 de la présente convention, la comptabilité relative à la résidence sociale pour l'année précédente, un budget prévisionnel de fonctionnement pour l'année en cours et les éventuels avenants à la convention de location signée entre le propriétaire et le gestionnaire. Le gestionnaire doit être en mesure de justifier au préfet le montant de la redevance et des prestations au vu de ces documents. Il en adresse copie au propriétaire. Au vu de ces pièces et au regard des engagements pris dans la présente convention, le préfet peut faire des observations à l'adresse du gestionnaire avec copie au propriétaire. Les membres du conseil de concertation sont consultés pour avis préalablement à la réalisation des travaux.

En cas de non-respect de ces engagements, les sanctions prévues à l'article 18 sont mises en œuvre.

Article 16

Obligations à l'égard des organismes de la liquidation et du paiement de l'APL

Dès l'entrée en vigueur de la présente convention ou, au plus tard, à l'appui des premières demandes d'APL, le gestionnaire s'engage à adresser aux organismes payeurs de l'APL une photocopie de la convention, des documents qui y sont visés et de ses annexes ainsi qu'un tableau faisant apparaître la description des parties privatives par typologie des logements. Toutes les modifications ultérieures apportées ou à apporter à ces documents devront également être transmises à l'organisme payeur.

Avant le 15 novembre de chaque année, le gestionnaire s'engage à adresser aux organismes liquidateurs de l'APL un tableau mentionnant, pour l'année en cours, les redevances pratiquées au 1er juillet, les redevances prévisionnelles totales, le montant de l'équivalence de loyer et de charges par logement correspondant à la liste des locaux d'habitation établie à l'annexe I. Ce tableau est valable pour l'année civile suivante.

Il s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la liaison avec les organismes payeurs afin de faciliter l'établissement et le dépôt des dossiers de demande d'APL. Il s'engage à signaler immédiatement tout départ du résident bénéficiaire de l'APL à l'organisme payeur concerné.

Le gestionnaire s'engage à fournir à l'organisme payeur concerné toutes justifications concernant le paiement de la redevance. En cas d'impayé constitué au sens de l'article 7, il en avise immédiatement l'organisme payeur, l'organisme mentionné à l'article L. 824-2 du code de la construction et de l'habitation et, le cas échéant, la commission spécialisée de coordination des actions de prévention des expulsions locatives en indiquant les démarches entreprises auprès du résident défaillant.

Avant le 15 novembre de chaque année, le gestionnaire s'engage à fournir aux organismes liquidateurs la liste des bénéficiaires non à jour de leurs obligations, en indiquant la date à laquelle l'organisme mentionné à l'article L. 824-2 du code de la construction et de l'habitation et la commission spécialisée de coordination des actions de prévention des expulsions locatives ont été saisis et en certifiant que la liste fournie est exhaustive ou que, le cas échéant, tous les bénéficiaires sont à jour.

Article 17

Résiliation de la convention

En cas d'inexécution par le gestionnaire de ses engagements contractuels, l'administration, après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception demeurée sans effet après un délai de deux mois, peut procéder unilatéralement à la résiliation de la présente convention.

Il sera fait application des dispositions prévues à l'article D. 353-174 du code de la construction et de l'habitation. Pour les occupants dans les lieux à la date à laquelle la résiliation est devenue définitive, la redevance est celle fixée par la convention, diminuée de l'APL, prise en charge désormais par le gestionnaire.

Handwritten signatures and initials:
A large stylized signature on the left, followed by the initials "FR" and "AM" on the right.

La résiliation par l'Etat, dans les conditions prévues à l'article L. 353-6, de la convention ouvrant le droit à l'aide personnalisée au logement est, sous réserve du respect par l'occupant des obligations prévues par le contrat de location, sans incidence sur les stipulations de ce contrat. Toutefois, à compter de la date à laquelle la résiliation est devenue définitive, l'aide personnalisée au logement n'est plus versée et la redevance exigible déterminée dans les conditions fixées par la convention est diminuée du montant de l'aide qui aurait été due au contrat des logements, prise en charge par le bailleur. Cette disposition ne fait pas obstacle à la signature d'une nouvelle convention ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement.

Article 18

Sanctions

Des sanctions administratives peuvent être mises en œuvre en application de l'article L. 353-2 du code de la construction et de l'habitation.

En cas de non-respect par le gestionnaire des engagements prévus au titre de la présente convention et après que l'intéressé aura été mis en demeure par lettre recommandée avec avis de réception de présenter dans un délai de deux mois ses observations sur les griefs retenus à son encontre, le préfet peut retirer l'agrément relatif à l'intermédiation et à la gestion locative sociale prévu à l'article L. 365-4 du code de la construction et de l'habitation qui lui a été accordé pour gérer la résidence.

Entre la notification de la décision de retrait d'agrément et la date d'effet de cette décision, un avenant à la présente convention est signé avec un nouveau gestionnaire bénéficiant d'un agrément.

En outre, en cas d'inexécution par le gestionnaire ou le propriétaire des engagements prévus par la convention, et après mise en demeure du gestionnaire ou du propriétaire restée sans effet après un délai de deux mois, l'autorité administrative prononce une pénalité pour chaque logement pour lequel ces engagements contractuels n'ont pas été respectés.

Le montant de cette pénalité est égal au maximum à neuf mois de redevance maximum prévue par la convention pour le logement considéré lorsque le gestionnaire ne respecte pas l'une de ses obligations contractuelles. Cette somme peut être doublée dans le cas où plusieurs obligations contractuelles n'ont pas été respectées pour un même logement.

Article 19

Contrôle

Afin de permettre à l'Etat d'assurer le contrôle de l'application de la présente convention, le gestionnaire et le propriétaire fournissent à la demande du représentant de l'Etat dans le département toutes les informations et tous les documents nécessaires au plein exercice de ce contrôle.

Article 20

Publication

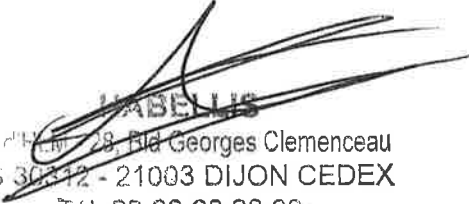


La publication de la convention, de sa résiliation et de ses éventuels avenants au fichier immobilier ou de leur inscription au livre foncier incombe au préfet, ou, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale ou un département a signé une convention mentionnée aux articles L. 301-5-1 et L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, au président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil général. Les frais de publication sont à la charge de l'organisme.

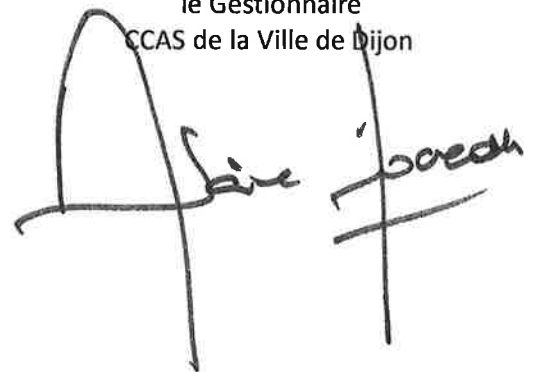
Le préfet, ou, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale ou un département a signé une convention mentionnée aux articles L. 301-5-1 et L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil général transmet aux organismes chargés de la liquidation et du paiement de l'aide personnalisée au logement une photocopie de la présente convention, de ses avenants éventuels ainsi que l'état prouvant qu'elle (ou ils) a (ont) bien fait l'objet d'une publication au fichier immobilier (ou d'une inscription au livre foncier).

Fait à DIJON , le

Le Propriétaire
HABELLIS


HABELLIS
SA d'HLM 78, Bd Georges Clemenceau
CS 30312 - 21003 DIJON CEDEX
Tél. 03 80 68 28 00

le Gestionnaire
CCAS de la Ville de Dijon



Etablissement public de coopération intercommunale



X



Annexe I à la convention n° 2 annexée au III de l'article R. 353-159 du code de la construction et de l'habitation ouvrant droit à l'APL

Descriptif du programme

I.-Nom et adresse de la résidence sociale :

Foyer Abrioux

26 rue du Commandant Abrioux à DIJON (21000)

II.-Nature du programme conventionné :

[Rayer la mention inutile]

Variante 1 : programme existant dont la construction a été financée dans les conditions du 1° de l'article R. 832-21 du code de la construction et de l'habitation.

Variante 2 : programme existant dont l'amélioration ou l'acquisition suivie d'une amélioration est financée dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 832-21 du code de la construction et de l'habitation.

Description du programme des travaux :

Variante 3 : programme neuf dont la construction est financée dans les conditions visées au 3° de l'article R. 832-21 du code de la construction et de l'habitation.

III.-Composition du programme :

A.-Surface habitable totale : **5422,22 m²**

B.-Locaux auxquels s'applique la présente convention :

1. Surface habitable totale : **4341,39 m²**, dont :

2. Surface habitable totale des parties privatives : **4085,49 m²**,

Se décomposant comme suit :

	SHAB Moyenne	Nb logts
T1'	20,29 m ²	123
T1' PMR	20,89 m ²	3
T2	46,69 m ²	19
T2 PMR	47,31 m ²	5
T3	62,64 m ²	4
T4	76,73 m ²	2
Total général	26,19 m²	156

Nombre total de logements : 156

UP FR RA

Type de logement	numéro du logement	Situation	surface habitable	redevance maximale par logement prise en compte pour le calcul de l'APL Date de Valeur : Janvier 2020
T3	001	RDC	61,08 m ²	550,08 €
T4	002	RDC	75,25 m ²	613,54 €
T2 PMR	003	RDC	47,20 m ²	535,14 €
T2 PMR	004	RDC	47,20 m ²	535,14 €
T4	005	RDC	78,20 m ²	613,54 €
T1'	006	RDC	22,20 m ²	469,83 €
T1'	007	RDC	20,20 m ²	469,83 €
T1'	008	RDC	21,73 m ²	469,83 €
T3	009	RDC	62,89 m ²	550,08 €
T1'	010	RDC	20,22 m ²	469,83 €
T1'	011	RDC	20,22 m ²	469,83 €
T3	012	RDC	63,68 m ²	550,08 €
T2	013	RDC	47,29 m ²	535,14 €
T1'	014	RDC	20,20 m ²	469,83 €
T1'	015	RDC	20,20 m ²	469,83 €
T1'	016	RDC	20,20 m ²	469,83 €
T1'	017	RDC	20,20 m ²	469,83 €
T3	018	RDC	62,91 m ²	550,08 €
T1'	101	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	102	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	103	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	104	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	105	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	106	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	107	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	108	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	109	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	110	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	111	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	112	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	113	1er	21,74 m ²	469,83 €
T1'	114	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	115	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	116	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	117	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	118	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	119	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	120	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	121	1er	20,22 m ²	469,83 €
T2	122	1er	47,33 m ²	535,14 €
T1'	123	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	124	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	125	1er	20,22 m ²	469,83 €

UP ER AM

Type de logement	numéro du logement	Situation	surface habitable	redevance maximale par logement prise en compte pour le calcul de l'APL <i>Date de Valeur : Janvier 2020</i>
T1'	126	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	127	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	128	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	129	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	130	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	131	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	132	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	133	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	134	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	135	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	136	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	137	1er	20,22 m ²	469,83 €
T1'	138	1er	20,22 m ²	469,83 €
T2	139	1er	47,08 m ²	535,14 €
T2	140	1er	46,18 m ²	535,14 €
T1' PMR	141	1er	20,89 m ²	469,83 €
T2	142	1er	46,42 m ²	535,14 €
T2	143	1er	46,27 m ²	535,14 €
T1'	144	1er	20,29 m ²	469,83 €
T2	145	1er	46,64 m ²	535,14 €
T2 PMR	146	1er	47,38 m ²	535,14 €
T1'	201	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	202	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	203	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	204	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	205	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	206	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	207	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	208	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	209	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	210	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	211	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	212	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	213	2ème	21,74 m ²	469,83 €
T1'	214	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	215	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	216	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	217	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	218	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	219	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	220	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	221	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T2	222	2ème	47,33 m ²	535,14 €

UP *AR* *AA*

Type de logement	numéro du logement	Situation	surface habitable	redevance maximale par logement prise en compte pour le calcul de l'APL Date de Valeur : Janvier 2020
T1'	223	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	224	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	225	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	226	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	227	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	228	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	229	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	230	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	231	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	232	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	233	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	234	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	235	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	236	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	237	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	238	2ème	20,22 m ²	469,83 €
T2	239	2ème	47,08 m ²	535,14 €
T2	240	2ème	46,18 m ²	535,14 €
T1' PMR	241	2ème	20,89 m ²	469,83 €
T2	242	2ème	46,42 m ²	535,14 €
T2	243	2ème	46,27 m ²	535,14 €
T1'	244	2ème	20,29 m ²	469,83 €
T2	245	2ème	46,64 m ²	535,14 €
T2 PMR	246	2ème	47,38 m ²	535,14 €
T1'	301	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	302	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	303	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	304	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	305	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	306	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	307	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	308	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	309	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	310	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	311	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	312	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	313	3ème	21,74 m ²	469,83 €
T1'	314	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	315	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	316	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	317	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	318	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	319	3ème	20,22 m ²	469,83 €

Handwritten signature and initials: LP R AM

Type de logement	numéro du logement	Situation	surface habitable	redevance maximale par logement prise en compte pour le calcul de l'APL <i>Date de Valeur : Janvier 2020</i>
T1'	320	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	321	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T2	322	3ème	47,33 m ²	535,14 €
T1'	323	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	324	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	325	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	326	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	327	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	328	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	329	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	330	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	331	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	332	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	333	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	334	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	335	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	336	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	337	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T1'	338	3ème	20,22 m ²	469,83 €
T2	339	3ème	47,08 m ²	535,14 €
T2	340	3ème	46,18 m ²	535,14 €
T1' PMR	341	3ème	20,89 m ²	469,83 €
T2	342	3ème	46,42 m ²	535,14 €
T2	343	3ème	46,27 m ²	535,14 €
T1'	344	3ème	20,29 m ²	469,83 €
T2	345	3ème	46,64 m ²	535,14 €
T2 PMR	346	3ème	47,38 m ²	535,14 €
TOTAL	156		4085,49 m²	75 469,34 €

3. Surface totale des locaux à usage collectif **255 m²** de surface habitable ;

Se décomposant comme suit :

type local	Nb	Surface Habitable	Surface Utile
Accueil	2	13,74	6,87 m ²
Atelier	1	41,6	20,80 m ²
Hall	1	38,52	19,26 m ²
Laverie	1	9,82	4,91 m ²
RGT	1	6,66	3,33 m ²
Salle d'activité	1	58,33	29,17 m ²
Salle de convivialité	1	60,71	30,36 m ²
Sanitaires	1	10,72	5,36 m ²
Vestiaires	1	8,54	4,27 m ²
WC	2	7,26	3,63 m ²
	12	255,9	127,95 m²

FR AA

4. Dépendances (nombre et surface) :

5. Garages et/ ou parking (nombre) :

- Emplacement de parking en sous-sol : 38

- Emplacement de Parkings extérieurs : 22

C.-Locaux auxquels ne s'applique pas la convention [exemple : logement de fonction, logement d'accueil temporaire...] :

type local	Nb	Surface Habitable	Surface Utile
Bureau	1	9,66 m ²	4,83 m ²
CTA	1	20,70 m ²	10,35 m ²
Dégagement	15	619,65 m ²	309,83 m ²
EF	1	9,82 m ²	4,91 m ²
Encombrants	1	34,02 m ²	17,01 m ²
Livraison HT	1	16,90 m ²	8,45 m ²
Ménage	1	6,64 m ²	3,32 m ²
Opérateur	1	13,03 m ²	6,52 m ²
Palier	8	39,99 m ²	20,00 m ²
Sas	4	23,47 m ²	11,74 m ²
Sous-station	1	52,60 m ²	26,30 m ²
TGBT	1	5,63 m ²	2,82 m ²
VDI	1	13,03 m ²	6,52 m ²
Veille	1	9,32 m ²	4,66 m ²
Local Stockage	2	44,27 m ²	22,14 m ²
Bureau Polyvalent	1	11,14 m ²	5,57 m ²
Bureau Educateur	2	22,56 m ²	11,28 m ²
Local Technique	5	13,83 m ²	6,92 m ²
Local Ordures			
Ménagères	1	20,96 m ²	10,48 m ²
Bureau Comptabilité	1	11,28 m ²	5,64 m ²
Local Ménage	3	30,75 m ²	15,38 m ²
Bureau Personnel	1	16,12 m ²	8,06 m ²
Bureau Directeur	1	13,01 m ²	6,51 m ²
Salle de Réunion	1	22,45 m ²	11,23 m ²
	56	1080,83 m ²	540,42 m ²

IV.-Renseignements administratifs :

A.-Origine de propriété [établie conformément à l'article 3 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié précité] :

Bail emphytéotique entre la SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE HABELLIS et LA VILLE DE DIJON signé par acte administratif en date du 22/02/2020, publié et enregistré au SPFE de Dijon 1 le 14/05/2020 volume 2104P01 2020 P n° 7116

B.-Permis de construire ou déclaration préalable de construction [selon la nature des travaux] : PC 021 231 18 R0109 – AT 021 231 18 R0198 du 15/11/2018

 FR AA

C.-Modalités de financement de l'opération [renseignements à compléter dès que les décisions de financements sont intervenues] :

Financement principal : emprunt CDC d'un montant de 7 105 476.00 €
 Date d'octroi du prêt : 21/11/2018
 Numéro du prêt : 90379
 Durée : 40 ans pour les travaux, 50 ans pour le foncier

Financement complémentaire :

- Subvention Etat PLAI : 1 048 000.00 €
- Subvention Dijon Métropole : 500 000.00 €
- Subvention CCAS : 82 492.90 €
- Fonds propres : 850 000.00 €

Date d'achèvement de la construction ou certificat de conformité : Décembre 2020
 D.-Historique des financements publics dont le programme a bénéficié depuis sa construction : sans objet

Fait à DIJON, le 19 MARS 2021

Le Propriétaire
 HABELLIS

~~HABELLIS~~
 SA d'HLM, 23, Bld Georges Clemenceau
 CS 20312 21003 DIJON CEDEX
 Tel. 03 80 68 28 00

Le Gestionnaire
 CCAS de la Ville de Dijon

[Signature]

Etablissement public de coopération intercommunale

[Signature] X

[Signature] ER PA

Annexe II à la convention n° 2 annexée au III de l'article R. 353-159 du code de la construction et de l'habitation ouvrant droit à l'APL

Projet social

Préciser, parmi les personnes ayant des difficultés particulières d'accès au logement au sens de l'article 1er de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990, les personnes ou familles qui seront accueillies dans la résidence sociale objet de la présente convention ainsi que les situations particulières auxquelles la résidence a vocation à répondre :

- Personnes seules
- Familles et familles monoparentales
- Couples
- Séniors non dépendants
- Jeunes en insertion professionnelle
- Personnes en situation de handicap

Préciser si des actions spécifiques sont prévues pour le relogement et l'accompagnement social, notamment si la résidence sociale a pour vocation d'accueillir les populations prioritaires au sens de l'article 4 de la loi du 31 mai 1990 :

Conditions spécifiques d'accueil [s'il y a lieu] :

Conditions d'admission dans la résidence sociale :

- Evaluation sociale avec un travailleur social de la résidence
- Régularité de la situation administrative sur le territoire
- Compatibilité des ressources avec le paiement d'une redevance mensuelle

Durée maximale de l'accueil et conditions de son renouvellement : 2 à 3 ans

Modalités d'attribution [organisme ou instance désignataire, type de public, conditions d'accès] :

- La Commission d'Admission de la résidence sociale, composée d'au moins deux élus ou administrateurs du CCAS, de la responsable et d'un travailleur social, statue chaque mardi sur la suite réservée à la demande

Actions à caractère social :

- Accompagnement social individuel
- Régularisation de la vie collective
- Lutte contre l'isolement
- Animation collective

Action spécifique pour l'insertion par le logement :

- Accompagnement dans l'évolution du parcours résidentiel

Projet de relogement [s'il y a lieu] :

UP FE DA